
M.E.S., Numéro 129, Vol.2, juillet – août 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 31 juillet 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, juillet - août 2023

IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE SECTEUR BANCAIRE CONGOLAIS

par

Jonas KIBALA KUMA

*Assistant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Kinshasa*

Daniel KAVULA MUHETA

Directeur à la Banque Centrale du Congo, Maitrise de l'Université de Liège

Joséphine MUSHIYA KABENGELE

Economètre à la Banque Centrale du Congo (Direction de la Recherche et des Statistiques)

Résumé

Cette étude a consisté à analyser l'impact de la covid-19 sur le secteur bancaire congolais. Nous avons noté que cette pandémie a déstabilisé le cadre macroéconomique congolais, créant une forte dépréciation du taux de change et la volatilité de l'inflation qui ont entraîné une contraction de dépôts bancaires et de crédits (depuis avril 2020), une légère baisse du ratio de liquidité et un léger accroissement de prêts en souffrance. Malgré cet impact négatif de la covid-19 sur le secteur bancaire congolais, ce dernier s'est montré résilient, grâce notamment aux mesures prises par l'autorité monétaire dans le but d'atténuer les effets néfastes de cette pandémie sur l'activité économique et garantir la continuité des services financiers.

Mots-clés : covid-19, stabilité financière, RD Congo.

Abstract

This study analyzed the impact of covid-19 on the Congolese banking sector. We found that this pandemic has destabilized the Congolese macroeconomic framework, creating a sharp depreciation of the exchange rate and inflation volatility which have led to a contraction in bank deposits and loans (since April 2020), a slight drop in the liquidity and a slight increase in non-performing loans (NPL). Despite this negative impact of covid-19 on the Congolese banking sector, the latter remains resilient, thanks in particular to the measures taken by the monetary authority with the aim of mitigating the harmful effects of this pandemic on economic activity and ensure the continuity of financial services.

Keywords : covid-19, financial stability, DRC.

INTRODUCTION

En janvier 2020, le monde a été frappé par une pandémie dite « maladie à coronavirus », qui s'est propagée rapidement dans différents pays et continents, ayant causé la mort de milliers des personnes. De ce fait, elle a été déclarée urgence sanitaire par l'OMS.¹ Les mesures de riposte qu'elle a impliquées (distanciation sociale, isolement ou confinement, fermeture généralisée, etc.) ne sont pas sans conséquences sur les activités économique et financière dans le monde notamment des chocs aussi bien sur la demande⁽²⁾ que sur l'offre⁽³⁾ et des spéculations sur les marchés financiers (Weder, 2020 ; Boone et al., 2020 ; McKibbin et Fernando, 2020 ; Arezki et Nguyen, 2020 ; Baldwin et Tomiura, 2020 ; Beck, 2020 ; Cecchetti et Schoenholtz, 2020 ; Mann, 2020 ; Meninno et Wolff, 2020 ; Voth, 2020 ; Cochrane, 2020 ; Wren-Lewis, 2020 ; Wyplosz, 2020 ; Baker et al., 2020 ; Tobias et Aditya, 2020 ; Albulescu, 2020a, 2020b et 2020c). On note aussi la baisse des prix des matières premières (surtout les cours du pétrole et ceux des métaux industriels) et à la forte volatilité des marchés boursiers mondiaux causée par les incertitudes concernant la durée et les effets de cette pandémie, auxquelles s'ajoutent, des dépréciations des monnaies des économies émergentes et en développement,

¹ Organisation Mondiale de la santé (OMS), Urgence sanitaire mondiale déclarée le 30 janvier 2020

² Avec la baisse de la consommation suite aux mesures de distanciation et de confinement de la population.

³ Avec notamment la perturbation de la chaîne de production à l'échelle internationale au départ de la chine, cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux.

ainsi que les sorties des capitaux de ces économies (autres que la chine) dépassant celles observées au pire moment de la crise financière de 2008.

Concernant les effets de la crise de la covid-19 sur le système bancaire ou financier, la plupart de chercheurs se sont accordés sur la possibilité d'une instabilité financière dans le temps⁽¹⁾, à l'absence des mesures de riposte adaptées et efficaces, qui passerait notamment par : la peur et l'incertitude (Albulescu, 2020b et 2020c ; Mann, 2020 ; Baker et al., 2020), l'absence d'une communication claire et honnête des autorités autour de la pandémie (Weder, 2020 ; Cecchetti, 2020), le manque de communication entre les instances de contrôle et les banques (Tobias et Aditya, 2020), le manque de liquidité (Weder, 2020 ; Beck, 2020 ; Tobias et Aditya, 2020), la non-assistance des firmes et ménages vulnérables (Boone, 2020 ; Wren-Lewis, 2020), les mesures de riposte inadaptées (Beck, 2020), les problèmes de solvabilité tant pour les firmes ou ménages que pour les banques se traduisant par l'accroissement des prêts non performants (Beck, 2020), les effets de contagion suite à l'interconnexion des banques (Cecchetti, 2020), la mauvaise gestion du risque de crédit (Tobias et Aditya, 2020), et le manque de collaboration internationale des instances de réglementation nationales (Tobias et Aditya, 2020 ; Beck, 2020).

Cette étude se propose d'analyser les effets de la crise de la covid-19 sur le secteur bancaire congolais, dans le but d'envisager les mécanismes de sa résilience et orienter les décideurs vers des actions de nature à préserver la stabilité financière. Nous pensons que, malgré les mesures de riposte adoptées, au regard des perspectives économiques sombres suite aux effets de pandémie, et tenant compte des problèmes structurels⁽²⁾ dont souffre le pays depuis des décennies, la persistance de la crise de la covid-19 impacte négativement le secteur bancaire congolais. En effet, pour des économies dollarisées⁽³⁾ comme celle de la RDC, la pandémie de la Covid-19 a entraîné des pressions sur le marché de change du fait de la rareté des devises (réserves de change), avec la baisse des exportations et de flux de capitaux suite à la Covid-19⁽⁴⁾ et les mesures de riposte prises dans différents pays. En RDC, cela relève des faits stylisés⁽⁵⁾, les pressions sur le taux de change et la volatilité des prix occasionnent la dégradation du portefeuille des prêts et l'aversion au risque par le secteur bancaire, traduite par une baisse continue des crédits à l'économie⁽⁶⁾. Dans un tel contexte, la rentabilité du secteur bancaire congolais devrait baisser et les provisions pour créances litigieuses (des charges) augmenter, ce qui est de nature à affecter négativement les fonds propres, la solvabilité et la liquidité dudit secteur, ceteris paribus. Dans ce pays, ce scénario pourrait se produire avec la covid-19, car la persistance de cette pandémie pourrait empêcher les agents économiques à honorer leurs engagements et à faire face aux charges fixes, ce qui conduirait à des faillites et pourrait plonger l'économie dans la récession et ses corollaires.

¹ Le FMI (2020c) note que la pandémie de la covid-19 a impacté significativement les marchés financiers mondiaux vers mi-février 2020 déjà, avec les anticipations des acteurs du marché sur la propagation de la covid-19 dans le monde. Il est enregistré notamment une forte baisse des cours du pétrole suite à la baisse de la demande mondiale et l'absence d'un accord entre les pays de l'OPEP+ pour des baisses de la production.

² La RDC possède une industrie peu développée et tire l'essentiel de sa richesse de l'exploitation des minerais (cuivre, cobalt, etc.) qui constitue l'activité principale du pays et lui procure des réserves de change indispensables pour garantir l'équilibre du marché de change, son économie étant faiblement diversifiée, extravertie et fragile.

³ Celles dont une devise étrangère accomplit pleinement ou partiellement les trois fonctions dévolues à une monnaie nationale, à savoir : la réserve de valeur, le moyen de paiement et l'unité de compte.

⁴ L'économie congolaise reste fragile et vulnérable aux chocs exogènes au regard de son caractère extraverti, ce qui justifie des besoins permanents de soutien à la balance des paiements et des déficits en réserves de change.

⁵ Pour illustrer, en 2016, il fut observé en RDC une volatilité du taux de change et une accélération du rythme de formation des prix, dues à la chute du cours des produits de base (cuivre) qui a entraîné le déficit budgétaire et le déficit du solde extérieur. Par conséquent, le secteur bancaire, tributaire de la conjoncture économique, a été négativement affecté. Le rythme de contraction des fonds propres a été plus fort que celui des prêts, de bilan et des actifs à risque, ce qui ne devrait pas favoriser la résilience du secteur bancaire congolais (BCC, Rapport sur la stabilité financière, édition 2016).

⁶ BCC (2019), *Idem*.

Dans les lignes qui suivent, nous passons en revue les résultats d'analyses sur les effets de la crise de la covid-19 sur le système financier (secteur bancaire) en général, analysons les effets de cette crise sur le secteur bancaire congolais, et discutons des mesures de riposte adéquates avant de conclure par une série des recommandations.

I. REVUE DE LITTÉRATURE

Le FMI (2020c) note que la pandémie de la covid-19 a impacté significativement les marchés financiers mondiaux⁽¹⁾. « Il est enregistré de ce fait une forte baisse des cours des actions, l'accroissement des écarts de taux sur les marchés du crédit (surtout les segments à risque), la baisse des cours du pétrole⁽²⁾, la baisse du rendement des obligations refuges avec la course vers les actifs de qualité, etc. ». On a assisté à une aggravation de la variation des prix des actifs qui a rapidement contribué à durcir les conditions financières. Cela est à la base des tensions financières sur les principaux marchés de financement à court terme et une forte détérioration de la liquidité du marché. Ibanda (2020) a constaté que tous les principaux marchés boursiers du monde (Wall Street, CAC 40, City, Indice Nikkei, Shanghai, Hong-Kong, etc.) ont enregistré des tendances baissières qui, si elles se prolongeaient, pouvaient se traduire en une crise financière internationale. A titre illustratif, avec la pandémie, le cours du pétrole (le baril) a enregistré son plus bas niveau (passant d'environ 60 usd à environ 30 usd). Toutefois, les différentes mesures de riposte (monétaires, budgétaires) ont contribué à restaurer la confiance des investisseurs et à réduire tant soit peu des pertes et volatilités sur les marchés financiers.

Selon Albuлесcu (2020a, 2020b, 2020c), la pandémie de la covid-19 a créé plus de peur et d'incertitude (elle a accru l'incertitude de la politique économique des USA, des spéculations, etc.), touchant l'économie mondiale et amplifiant la volatilité sur les marchés financiers. A titre illustratif, 49 jours après l'annonce du premier rapport de l'OMS sur l'apparition du coronavirus en Chine, l'Arabie saoudite a inondé le marché avec le pétrole, ce qui va entraîner une baisse du cours du brut de 20% en un seul jour. Parlant de l'incertitude, Mann (2020) note aussi que la réponse des autorités et les comportements des agents économiques devraient jouer sur la confiance et l'incertitude, et donc sur l'évolution de la pandémie et de ses effets économiques et financiers. Pour cet auteur, l'incertitude est de nature à amplifier les effets économiques d'une crise. Dans le cas d'espèce, l'incertitude qui planait avant l'apparition de la covid-19, entretenue par l'incertitude des politiques commerciales dans le monde, couplée à celle dans la réaction des autorités et les comportements des agents économiques face à la covid-19, justifie la forte volatilité des marchés financiers avec l'apparition de la covid-19 et sa propagation. Et, analysant l'impact macroéconomique de la covid-19, Baker et al. (2020) trouvent que 50% de la contraction future du PIB américain seraient expliquées par les effets de cette pandémie, qui passent par les incertitudes créées par elle, saisies par les trois indicateurs suivants : la volatilité du marché boursier, l'incertitude économique liée aux informations produites dans les journaux et l'incertitude subjective dans des enquêtes d'espérance d'affaires. Les résultats de simulation renseignent une baisse de croissance des USA d'environ 11% au dernier trimestre 2020, comparé à son niveau au dernier trimestre 2019.

Pour Beck (2020), les banques ont fait partie des principaux vecteurs de transmission des effets de la crise sanitaire au secteur réel. Il considère que les effets de la covid-19 sur le système financier dépendent à la fois de la manière dont le virus s'est propagé dans le monde et de ses effets sur le secteur réel, de la nature de réponse à la crise en termes de politiques monétaire et budgétaire, et des actions des autorités de régulation pour éviter d'éventuelles fragilités du système financier. Si le choc sanitaire reste transitoire ou dure très peu (choc temporaire de demande ou d'offre), les banques peuvent soutenir l'économie en soutenant les firmes par des crédits. Par contre, si la crise persiste dans le temps, entraînant la récession par exemple, ce qui va poser des problèmes de solvabilité pour certaines firmes et ménages et

¹ Vers mi-février 2020 déjà, avec les anticipations des acteurs du marché sur la propagation du covid-19 dans le monde.

² Suite à la baisse de la demande mondiale et l'absence d'un accord entre les pays de l'OPEP+ pour des baisses de la production.

exercer une pression sur le bilan des banques, on peut assister à un accroissement des prêts non performants (NPL) et à des faillites des banques. Comme on peut le constater, l'auteur estimait déjà que, les NPL (seule source de fragilité) pourraient augmenter dans le second semestre 2020, suite à la persistance surtout pour les banques dont une part importante de portefeuille de crédit concerne les secteurs les plus touchés. Aussi le manque de liquidité et le manque de confiance du public envers le système financier est un facteur de vulnérabilité qui peut entraîner une crise financière. Le rôle de prêteur de dernière instance de la Banque Centrale sera indispensable pour affronter une telle crise.

Comme le soutient McKibbin (2020), au regard de ses effets multisectoriels, le choc sanitaire de la covid-19 nécessite de mobiliser les politiques monétaire (pour soutenir la demande), budgétaire (pour soutenir la production et les ménages vulnérables) et de santé. Ainsi, pour limiter les effets socio-économiques négatifs (surtout sur le secteur financier ou bancaire) de la crise de la covid-19, certains chercheurs (Tobias et Aditya, 2020 ; Wren-Lewis, 2020 ; Cochrane, 2020 ; Cecchetti et Schoenholtz, 2020 ; Beck, 2020 ; Weder, 2020 ; Boone et al., 2020 ; Voth, 2020) ont proposé des mesures de riposte, notamment : le confinement et la distanciation sociale ; les appuis budgétaires (allègements fiscaux, subventions directes ou aides en espèces et en nature, gratuité de certains services de base, etc.) en faveur des salariés et agents économiques (ménages, entreprises) en difficulté de rembourser leurs prêts ou de financer leurs activités, l'assouplissement de la politique monétaire, l'acquisition des divers actifs et la fourniture de la liquidité (relèvement du montant ou élargissement de l'échéance des opérations de refinancement, élargissement de l'éventail des garanties acceptées, allègement des exigences de réserves, etc.) au système financier pour faire face aux contraintes financières et soutenir le crédit à l'économie, l'usage de la restructuration des prêts par les banques concernant les ménages et entreprises solvables et en difficulté de rembourser leurs prêts, la communication claire et honnête des autorités autour de la pandémie ; la communication régulière et transparente de la part des autorités monétaires et de régulation, la coordination des politiques économiques et la libre circulation des marchandises et des capitaux dans les communautés économiques régionales, la collaboration internationale des instances de réglementation nationales, le soutien financier de la communauté internationale aux pays les plus touchés et la restructuration de la dette pour les pays fortement endettés, etc. Certains analystes ne soutiennent pas l'assouplissement de la politique monétaire durant la période de la crise. C'est le cas de Cochrane (2020) qui estime que la FED n'aurait pas dû baisser son taux directeur du moment où les magasins sont fermés et qu'il s'agit là d'une petite solution à un problème fondamental.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que (FMI, 2020a, 2020c), contrairement à la grande dépression de 1930 où l'on a assisté à une aggravation du ralentissement mondial suite à des « politiques mercantilistes stériles » adoptées par les pays - ces derniers se sont bousculés à obtenir des liquidités internationales, faute de prêteur de dernier ressort - les dégâts de la crise sanitaire actuelle devraient relativement être limités du fait de l'existence d'un dispositif mondial de sécurité financière plus solide, notamment le FMI. Et, contrairement à la situation avant la crise financière de 2008-09, actuellement les banques ont plus de fonds propres et sont assez liquides ; elles sont donc plus résilientes. Mais, l'aggravation de la crise entraînant des pertes de marché et de crédit peut fragiliser le système bancaire dans quelques pays et aggraver le ralentissement économique, les banques n'étant plus en mesure de financer l'économie. La baisse de la production ou l'arrêt brutal des activités que cette pandémie entraîne pourrait accroître le niveau d'endettement des ménages et des entreprises. Aussi, analysant quelques conséquences économiques de la fermeture de frontière des pays qu'implique la pandémie de la covid-19, Meninno et Wolff (2020) notent que les effets de la crise actuelle sont limités, comparativement à ceux de la crise migratoire de 2015⁽¹⁾.

¹ Pour la crise migratoire de 2015, voir : <https://www.bruegel.org/2015/12/cross-border-commuters-and-trips-the-relevance-of-schengen/>.

Il relève de la revue de littérature que, pour la plupart de chercheurs, la persistance de la crise de la covid-19 pourrait entraîner une instabilité financière dans le temps, à l'absence des mesures de riposte adaptées et efficaces.

II. EFFETS DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR LE SECTEUR BANCAIRE CONGOLAIS ET MESURES DE RIPOSTES

La crise de la covid-19 n'a pas épargné l'économie congolaise. En effet, la RDC, affichant 5.826 cas confirmés de covid-19 en date du dimanche 21 juin 2020⁽¹⁾, a enregistré au mois d'avril 2020⁽²⁾ des tensions sur le marché des biens et services (une inflation en glissement annuel de 6,415% à la quatrième semaine du mois d'avril 2020) et sur le marché des changes (au mois d'avril 2020, les taux de change se situent à 1725,49 CDF et 1850,83 CDF, soit une accélération de la dépréciation de CDF de 3,04% et 6,76%, en glissement annuel, respectivement sur l'interbancaire et au parallèle), des déficits publics importants (un déficit de 200,4 milliards de CDF au 30 avril 2020 et un déficit de 620,3 milliards de CDF en cumul annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2020), une hausse mensuelle de la base monétaire de 278,5 milliards de CDF (une injection mensuelle de 5,5 milliards) et une baisse de 31% des importations et de 27% des exportations durant le premier semestre 2020. De manière générale, en 2020, le pays a enregistré un ralentissement de la croissance économique (le taux de croissance est 1,7% en 2020, contre de 4,4% en 2019) ; une forte dépréciation de la monnaie nationale de 15,2% en 2020 contre 2,2% en 2019 et 2,7% en 2018 ; et une accélération du rythme de formation des prix, avec un taux d'inflation de 15,76% en 2020, venant de 4,59% en 2019, face à un objectif de moyen terme de 7%, pour se limiter là.

Par ailleurs, le secteur bancaire congolais, qui constitue le principal compartiment du système financier du pays⁽³⁾, a subi les effets de l'instabilité du cadre macroéconomique, imputable en grande partie aux effets de la crise de la covid-19 et des mesures de riposte qu'elle a impliquées. Comme repris dans le tableau n°1 ci-dessous, avec l'accélération du rythme de formation des prix, couplée à une dépréciation qui a entretenu des spéculations sur le marché des changes (l'accroissement des marges), la crise de la covid-19 a affecté négativement l'activité bancaire en RDC. En effet, deux mois après avoir enregistré les premiers cas de covid-19 dans le pays, précisément au mois de mai, l'on a enregistré une baisse de dépôts et de crédits (depuis avril), une baisse légère du ratio de liquidité et un léger accroissement de prêts en souffrance.

Du fait que la plupart de ratios ou paramètres du secteur sont conformes aux normes prudentielles en vigueur, on note globalement une résilience du secteur bancaire congolais face à la crise de la covid-19. Toutefois, toutes choses restant égales par ailleurs, la persistance de la

¹ Selon le comité multisectoriel de la riposte contre la covid-19 : Repéré à <https://www.stopcoronavirusrdc.info/> (Site d'information officiel du Ministère de la Santé, consulté le 21 juin 2020 à 21h23). Voir aussi sur : <https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries> (consulté le 21/06/2020 à 20h16').

² Lire le rapport du comité de politique monétaire du 30 avril 2020, disponible en ligne sur www.bcc.cd; voir aussi sur : <https://deskeco.com/2020/05/01/rdc-voici-les-trois-mesures-preconisees-pour-stabiliser-le-franc-congolais-sur-le-marche>. Précisons aussi que le rachat, par la BCC, des appuis budgétaires obtenus par l'Etat auprès du FMI, au titre de la Facilité de Crédit rapide, maintient les réserves de change pour couverture d'importations à 3 semaines (soit 978,35 millions de USD, avec un accroissement de 287,06 millions de USD) au 27 avril 2020. Aussi, le déficit de 620,3 milliards de CDF, en cumul annuel, sur les quatre premiers mois de l'année 2020 enregistré est plus important que celui enregistré par le trésor public durant toute l'année 2019 (soit 564,8 milliards de CDF).

³ Les banques représentent en moyenne 94% du système financier congolais, les institutions de microfinance 4%, le reste étant partagé par d'autres acteurs financiers non bancaires, notamment : les coopératives d'épargne et de crédit, la caisse d'épargne, les institutions financières spécialisées, les sociétés financières (y compris les établissements de monnaie électronique), les messageries financières, les bureaux de change, les sociétés d'assurance et les caisses de sécurité sociale.

pandémie de la covid-19 a entraîné une instabilité financière au pire des cas, du fait que cette pandémie entrainer des fortes détériorations du portefeuille de crédit des banques, ce qui a obligé ces dernières à constituer d'importantes provisions (pour éviter des pertes) qui pouvaient entamer leurs fonds propres et affecter négativement leur résilience.

Tableau 1 : Effets de la crise de la covid-19 sur le secteur bancaire en RDC

| Paramètres clés | Dec-2019 | mars-20 | avril-20 | mai-20 | juin-20 | juillet-20 | Déc-2020 |
|-----------------------------|----------|---------|----------|--------|---------|------------|------------|
| Bilan (total actif) | 10,8% | 2,6% | 3,4% | -3,7% | 2,0% | 0,4% | 16,2%(24%) |
| Dépôt | 15,8% | 2,4% | 0,3% | -0,9% | 2,6% | 0,7% | 23,6%(30%) |
| Crédit | 18,0% | 3,3% | -2,0% | -1,7% | 1,3% | -0,1% | 6,6% |
| Liquidité Globale (100) | 157,6% | 157,1% | 164,3% | 153,4% | 161,4% | 164,2% | 158,2% |
| Levier (5) | 7,0% | 7,3% | 7,1% | 7,1% | 7,1% | 6,9% | 5,9% |
| Solvabilité globale (10) | 13,6% | 14,2% | 14,0% | 14,2% | 14,3% | 14,4% | 14% |
| Solvabilité tier 1 (6) | 11,3% | 12,0% | 11,8% | 11,9% | 12,1% | 12,1% | 11,6% |
| Ratio NPL | 6,6% | 7% | 5,4% | 5,7% | 8,9% | 6,4% | 8,7% |
| Ratio Créances Souffr. brut | 19% | 17% | 18% | 19% | 23% | 19% | 19% |
| Ratio Créances Souffr. net | 16% | 14% | 14% | 14% | 15% | 15% | 14% |
| Résultat (millions USD) | 35,22 | 23,35 | 39,18 | 39,55 | 41,66 | 48,5 | 14,66 |
| Taux de change (Achat) | 1639 | 1672 | 1697 | 1781 | 1868 | 1932 | 1932 |
| Taux de change (Vente) | 1706 | 1741 | 1766 | 1854 | 1944 | 2011 | 2011 |
| Marge de change | 67 | 69 | 69 | 73 | 76 | 79 | 79 |
| Taux de change moyen | 1672 | 1706 | 1732 | 1818 | 1906 | 1971 | 1971 |
| dépréciation (CUMUL) | 2,2% | 2,0% | 3,6% | 8,7% | 14,0% | 17,9% | 15,2% |
| dépréciation (MENSUELLE) | | 2,0% | 1,5% | 5,0% | 4,8% | 3,4% | 0,3% |
| Solde des opinions | | | -22,9 | -25,7 | -22,3 | -15,1 | 9% |

Source : tableau conçu par nos soins sur base des données de la BCC. Notons : sur la colonne de « paramètres clés », les normes sont reprises entre parenthèses ; « Déc-2020 » (décembre 2020), les valeurs entre parenthèses concernent les variations en décembre 2020 calculées par rapport à décembre 2019 ; NPL = ratio des prêts non performants ; le solde des opinions des chefs d'entreprise est un indicateur (baromètre) qui permet de capter le sentiment des opérateurs économiques résidents sur la stabilité du cadre macroéconomique.

Il y a lieu de relever que la résilience apparente du secteur bancaire congolais face à la crise de la covid-19 peut s'expliquer par les mesures prises par l'autorité monétaire dans le but d'atténuer les effets néfastes de ladite pandémie sur l'activité économique et garantir la continuité des services financiers, notamment le gel des règles de classification des prêts en accordant aux banques la possibilité d'effectuer des restructurations des prêts plusieurs fois, ce qui est de nature à réduire les provisions et, par endroit, à améliorer les fonds propres des banques (solvabilité) et leurs résultats. En effet, les banques auraient minoré les provisions sur créances en souffrance avec la restructuration - soit-elle à la demande des clients ou à l'initiative de la banque elle-même (ce qui n'est pas à encourager) - ce qui justifierait qu'elles affichent des résultats largement positifs, de nature à reconforter leurs fonds propres et leur solvabilité. Si cette hypothèse est vraie, avec la persistance de la pandémie de la covid-19 dans le temps, on devrait s'attendre à des fortes détériorations du portefeuille de crédit du secteur devant impliquer des grosses provisions à constituer par les banques ou des pertes de nature à éroder leurs fonds propres et à entrainer leurs faillites, pouvant se traduire par une instabilité financière au pire des cas.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette étude a montré que la crise de la covid-19 a affecté négativement l'activité bancaire en RDC. En effet, du fait de l'instabilité du cadre macroéconomique qu'elle a créé (forte dépréciation du taux de change et volatilité de l'inflation), cette crise a entraîné une contraction de dépôts bancaires et de crédits (depuis avril), une légère baisse du ratio de liquidité et un léger accroissement de prêts en souffrance. Toutefois, de manière générale, on note une résilience du secteur bancaire congolais face à la crise de la covid-19 du fait que la plupart de ses ratios sont en phase avec les normes prudentielles, bien que la baisse de crédits a persisté. Cette résilience s'explique en grande partie par les mesures de riposte adoptées par l'autorité monétaire pour atténuer ou limiter les effets néfastes de cette pandémie sur l'activité économique et garantir la continuité des services financiers. Ces mesures sont notamment : (i) le confinement ; (ii) l'allègement de la charge fiscale (suppression de la TVA, report des échéances fiscales) ; (iii) la gratuité de certains services de base à Kinshasa (suspension des paiements des factures d'électricité et d'eau pendant un trimestre) ; (iv) la prise en charge des malades atteints de covid-19 ; (v) des subventions aux entités lourdement affectées par la pandémie ; (vi) le gel des règles de classification des prêts, en accordant aux banques la possibilité d'effectuer des restructurations des prêts plusieurs fois et la suspension des pénalités de retard sur les créances en souffrance pendant la période de crise ; (vii) la baisse du taux directeur (soit une baisse de 1,5 points de pourcentage en mars 2020, passant de 9% à 7,5%) dans le but d'alléger les conditions de crédit (baisse du coût du crédit) et encourager l'activité économique ; (viii) la baisse du coefficient de réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale (il est passé de 2% à 0%) en vue de lever les contraintes de liquidité des banques ; (ix) l'élargissement des maturités (de 3 à 24 mois) pour les opérations de refinancement ; (x) l'obligation faite aux banques de privilégier le crédit aux secteurs alimentaire et pharmaceutique ; (xi) les interventions sur le marché des changes à travers des injections des devises contre la monnaie nationale (adjudications des devises) pour lutter contre la dépréciation de la monnaie nationale ; etc.

Ces mesures, essentiellement d'ordre conjoncturel ont permis au pays de contenir les effets de la crise de la covid-19 pendant un temps et contribué à la résilience du secteur bancaire congolais, en général. Mais, elles n'ont pas été de nature à garantir la compétitivité et la résilience de l'économie congolaise face aux chocs exogènes, moins encore permettre une relance économique après un choc de grande ampleur (persistance de la covid-19) ou une croissance économique durable. Pour préserver ou garantir la stabilité financière dans la durée, l'Etat congolais devrait engager des réformes structurelles, accompagnées des politiques sectorielles claires, à même d'établir les bases d'une croissance durable et auto-entretenu.

BIBLIOGRAPHIE

- Albulescu, C. (2020a), « Coronavirus and financial volatility : 40 days of fasting and fear », Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02501814>.
- Albulescu, C. (2020b), « Do COVID-19 and crude oil prices drive the US economic policy uncertainty? ». Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02509450>.
- Albulescu, C. (2020c), « Coronavirus and oil price crash ». Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02507184v2>.
- Arezki, R., et Nguyen, H. (2020), « Novel coronavirus hurts the Middle East and North Africa through many channels », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 53-459.
- Baker, R.S., Bloom, N., Davis, J.S., & Terry, S.J. (2020), « Covid-induced Economic Uncertainty », NBER Working Paper Series, Working Paper 26983 (Repéré à <http://www.nber.org/papers/w26983>), Avril, 17 p. Doi 10.3386/w26983.
- Baldwin, R., et Tomiura, E. (2020), « Thinking ahead about the trade impact of COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 59-73.

- Banque Centrale du Congo, Différents rapports annuels (2006 à 2020).
- Banque Centrale du Congo, Différents rapports sur la Politique Monétaire (2015, 2018, 2019,2021).
- Banque Centrale du Congo, Différents rapports sur la Stabilité Financière (2015, 2016, 2017, 2020).
- Banque Centrale du Congo, Différents rapports sur la Supervision des Intermédiaires Financiers (2010, 2012, 2013-2014, 2015-2016).
- Banque Centrale du Congo, Différents rapports sur les activités de la microfinance (2017, 2018).
- Banque Mondiale (2020), « Evaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne », Rapport du bureau de l'économiste en chef de la région Afrique, Africa's Pulse, Volume 21, Avril.
- Beck, T. (2020), « Finance in the times of coronavirus », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 73-77.
- Boone, L., Haugh, D., Pain, N., et Salins, V. (2020), « Tackling the fallout from COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 37-45.
- Bouoiyour, R.J. (2020), « Coronavirus Spreads and Bitcoin's 2020 Rally : IsThereaLink? ». Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02493309>.
- Cecchetti, G.S., et Schoenholtz, L.K. (2020), « Contagion : Bank runs and COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 77-80.
- Cochrane, J.H. (2020), « Coronavirus monetary policy », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 105-108.
- Fonds Monétaire International (2020a), « Chapter 1 - The great lockdown », World Economic Outlook, Avril.
- Fonds Monétaire International (2020b), « Chapter 1 : Policies to support People During the COVID-19 Pandemic », Fiscal monitor, Avril.
- Fonds Monétaire International (2020c), « Chapter 1 : Global Financial Stability Overview : Markets in the Time of COVID-19 », Global Financial Stability Report, Avril.
- Fonds Monétaire International (2020d), « COVID-19 : une menace sans précédent pour le développement », Perspectives économiques régionales - Afrique Subsaharienne, Avril.
- Ibanda, K.P. (2020), « La gestion internationale de l'épidémie du coronavirus COVID 19 en 2020. Analyse des conséquences socio-économiques et juridiques d'une atteinte à la santé publique mondiale ». Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02502421>.
- Kibala, K.J. (2020), « L'économie mondiale face à la pandémie de la covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives », Working Papers, Kinshasa, RDC, 51 p. Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02888395>.
- Mann, C.L. (2020), « Real and financial lenses to assess the economic consequences of COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 81-87.
- McKibbin, W., et Fernando, R. (2020), « The economic impact of COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 45-53.
- Meninno, R., and Wolff, G. (2020), « As coronavirus spreads, can the EU afford to close its borders ? », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 87-90.

- Tobias, A., et Aditya, N. (2020), « Préserver la sûreté du système bancaire pendant la crise de la COVID-19 », article publié le 31 mars 2020 sur le blog du FMI. Repéré à <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/03/31/blog033220-maintaining-banking-system-safety-amid-the-covid-19-crisis>.
- United Nations Conference on Trade and Development/UNCTAD (2020), « Global trade impact of the coronavirus (COVID-19) epidemic », Trade and Development report update, 4 mars.
- Voth, J. (2020), « Trade and travel in the time of epidemics », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 93-96.
- Weder di Mauro, B. (2020), « Macroeconomics of the flu », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 31-35.
- Wren-Lewis, S. (2020), « The economic effects of a pandemic », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 109-112.
- Wyplosz, C. (2020), « The good thing about coronavirus », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 113-115.